

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement flamand du 14 février 2020 fixant le quota d'entrée pour la formation de médecin et la formation de dentiste est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2023.

Art. 4. Le ministre flamand compétent pour l'enseignement et la formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 février 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/30240]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française établissant les modalités de mise en œuvre du décret du 17 mars 2022 portant protection du patrimoine culturel mobilier

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, modifié par la loi du 16 juillet 1993 ;

Vu le décret du 17 mars 2022 portant protection du patrimoine culturel mobilier, les articles 6, alinéa 1^{er}, 13, 17, §§ 1^{er} et 5, 20 et 26 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 déléguant de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du ministère de la Communauté française ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 novembre 2014 accordant délégation à l'Administrateur général de la Culture pour délivrer les autorisations d'exportation de biens culturels hors du territoire douanier de l'Union européenne ;

Vu le test genre établi le 23 mai 2022 en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, rendu le 9 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} juillet 2022 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation des Patrimoines culturels, rendu le 25 août 2022 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 72.407/4, rendu le 28 novembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que dans son avis n°183/2022, rendu le 9 septembre 2022, l'Autorité de protection des données a considéré que l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 8 de la CEDH et l'article 6.3 du Règlement général de protection des données (RGPD), n'impose pas que chaque traitement de donnée soit encadré par une norme spécifique régissant l'ensemble des sujets de protection de données ; qu'en l'absence de risque spécifique pour les droits et libertés des personnes concernées, la prévisibilité d'un traitement de données à caractère personnel nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public peut être assurée par la norme qui attribue cette mission au responsable du traitement et le RGPD ;

Considérant que la norme qui attribue attribuant la mission d'intérêt public faisant l'objet du présent arrêté, le décret du 17 mars 2022, a été soumis à l'Autorité de protection des données ; que dans son avis n°222/2021, rendu le 3 décembre 2021, cette dernière a estimé :

- que le décret détermine les différentes procédures avec suffisamment de clarté et de précision pour que les personnes concernées puissent apercevoir, à la lecture du dispositif, les traitements de données qui devront être réalisés dans le cadre de celles-ci ;

- que les traitements de données nécessaires à l'exécution du décret n'engendrent qu'une ingérence très limitée dans les droits et libertés des personnes concernées ;

- que les finalités de l'inventaire, ainsi que les catégories de données qui y sont reprises, devaient être précisées dans le décret – ce qui a été fait ;

Considérant que le présent arrêté ne comporte aucun encadrement normatif complémentaire en termes de traitement des données, et qu'il n'était pas tenu d'en comporter ; qu'en conséquence, un avis complémentaire de l'Autorité de protection des données n'était pas requis ;

Considérant que le présent arrêté laisse à l'administration le soin d'établir des formulaires et de définir des modalités pratiques d'introduction des demandes ; qu'il ne s'agit pas de dispositions normatives juridiquement sanctionnées, mais constituent plutôt des modalités pratiques de mise en œuvre destinées à accompagner les demandeurs et à faciliter le traitement des demandes ; que le caractère réglementaire de ces déléguations n'est donc pas établi ;

Sur proposition de la Ministre de la Culture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 17 mars 2022 portant protection du patrimoine culturel mobilier ;

2° arrêté de délégation : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du ministère de la Communauté française ;

3° Ministre : le membre du Gouvernement qui a le patrimoine culturel dans ses attributions ;

4° Administration : la Direction du Patrimoine culturel de l'Administration générale de la Culture ;

5° classement : la mesure de protection visée à l'article 3 du décret ;

6° inscription : la mesure de protection visée à l'article 9 du décret ;

7° déclasserment : la décision mettant fin au classement ;

8° radiation : la décision mettant fin à l'inscription ;

9° déplacement intra-muros : tout déplacement d'un bien à l'intérieur du bâtiment dans lequel il est conservé ;

10° déplacement extra-muros : tout déplacement d'un bien à l'extérieur du bâtiment dans lequel il est conservé ;

11° entretien et maintenance : toutes les opérations régulières de conservation préventive, en ce compris les manipulations nécessaires à ces opérations.

Les agents visés à l'article 27 du décret sont ceux de la Direction du Patrimoine culturel.

CHAPITRE 2. — Procédures de classement et d'inscription

Art. 2. § 1^{er}. La décision d'entamer une procédure de classement ou d'inscription est prise par le Ministre ou son délégué :

1° d'initiative ou sur proposition de l'administration ;

2° sur demande d'une personne visée au § 2.

§ 2. Les demandes de classement ou d'inscription sont introduites auprès de l'administration au moyen du formulaire fourni par cette dernière.

La demande peut être introduite :

1° par un membre de la Commission ;

2° par le propriétaire du bien ;

3° par le collège de la commune sur le territoire de laquelle le bien est situé ;

4° par au moins cinq cents signataires majeurs domiciliés en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Les demandes de classement recevables sont soumises à l'avis préalable de la Commission, sauf en cas d'urgence incompatible avec les délais de saisine de cette dernière.

Après vérification de leur recevabilité, elles sont inscrites par l'administration à l'ordre du jour de la prochaine session de la Commission dédiée à la protection du patrimoine culturel mobilier.

Sauf urgence motivée, les demandes sont traitées par la Commission dans l'ordre de leur arrivée.

Les demandes qui n'ont pas pu être traitées par la Commission sont automatiquement reportées à l'ordre du jour de la séance suivante.

§ 4. Les propositions d'entame d'initiative de la procédure de classement formulées par l'administration peuvent être soumises à l'avis préalable de la Commission.

§ 5. Les demandes et propositions d'entame de la procédure d'inscription sont traitées ou formulées directement par l'administration, sans avis préalable de la Commission.

§ 6. La décision relative à l'entame la procédure est notifiée par l'administration :

1° au demandeur ;

2° si elle est positive, au détenteur et au propriétaire présumé du bien si celui-ci n'est pas le demandeur.

Lorsque l'administration ignore qui est le propriétaire, elle le précise dans sa notification au détenteur qui a l'obligation de communiquer sans délai l'identité du propriétaire s'il le connaît.

Lorsque la décision d'entamer la procédure est prise d'initiative, elle est transmise pour information à la Commission en même temps que la notification.

Art. 3. Le détenteur et le propriétaire du bien disposent d'un délai de soixante jours à compter de la notification de la décision d'entamer la procédure pour faire valoir leurs observations.

Lorsque la date de réception de la notification peut être prouvée, le premier jour du délai est celui qui suit le jour de la réception.

A défaut, le premier jour du délai est présumé être le troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de la notification.

La date de la poste, ainsi que tout procédé électronique permettant de donner une date certaine, fait foi tant pour l'envoi que pour la réception. Pour l'application du présent article, un refus de réception est assimilé à une réception.

Art. 4. Après réception des observations ou expiration du délai visé à l'article 3, le dossier complet est transmis pour avis à la Commission par l'administration.

L'avis est transmis par l'administration au Ministre dans un délai de quatre mois à compter de la saisine de la Commission. Passé ce délai, le Ministre peut statuer sans attendre l'avis de la Commission conformément à l'article 63, § 2, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

Art. 5. § 1^{er}. La décision de classement ou d'inscription est prise par le Ministre dans les six mois de l'expiration du délai visé à l'article 3.

A défaut, il est réputé refuser le classement ou l'inscription.

§ 2. La décision de classement ou d'inscription est notifiée par l'administration :

1° au demandeur ;

2° au détenteur et au propriétaire présumé du bien si celui-ci n'est pas le demandeur.

Art. 6. § 1^{er}. Le Ministre procède, d'initiative ou à la demande des personnes visées à l'article 2, § 2, au déclassement d'un trésor dans les cas suivants :

1° s'il est établi, postérieurement à la décision de classement, que la présence du bien en Communauté française n'était pas licite et durable ;

2° si le bien est détruit ou s'il est constaté, après avis de la Commission, que le bien a perdu l'intérêt exceptionnel ayant justifié son classement.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, sous 2°, le Ministre peut décider :

1° soit déclasser le bien et l'inscrire sur la liste des biens d'intérêt patrimonial, si celui-ci répond aux conditions de l'article 9 du décret ;

2° soit procéder au déclassement pur et simple si le bien est détruit ou ne présente plus d'intérêt.

§ 2. Le Ministre procède, d'initiative ou à la demande des personnes visées à l'article 2, § 2, à la radiation d'un bien d'intérêt patrimonial :

1° s'il est établi que le bien a quitté définitivement la Communauté française ;

2° si le bien est détruit ou s'il est constaté, après avis de la Commission, que le bien a perdu l'intérêt remarquable ayant justifié son inscription.

§ 3. La décision relative à l'entame la procédure est notifiée par l'administration :

1° au demandeur ;

2° si elle est positive, au détenteur et au propriétaire présumé du bien si celui-ci n'est pas le demandeur.

Le détenteur et le propriétaire du bien disposent d'un délai de soixante jours à compter de la notification visée à l'alinéa 1^{er} pour faire valoir leurs observations.

§ 4. Après réception des observations ou expiration du délai visé au § 3, le dossier complet est transmis pour avis à la Commission par l'administration.

L'avis est transmis par l'administration au Ministre dans un délai de quatre mois à compter de la saisine de la Commission. Passé ce délai, le Ministre peut statuer sans attendre l'avis de la Commission conformément à l'article 63, § 2, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

§ 5. La décision de déclassement ou de radiation est notifiée par l'administration :

1° au demandeur ;

2° au détenteur et au propriétaire présumé du bien si celui-ci n'est pas le demandeur.

CHAPITRE 3. — *Mesures de protection*

Art. 7. § 1^{er}. Les trésors doivent être maintenus en bon état et conservés dans des conditions permettant d'en assurer la sécurité et l'intégrité.

A cet effet, les agents de l'administration sont habilités à fournir aux propriétaires et détenteurs de trésors des recommandations portant notamment sur :

1° la température et l'humidité ambiante,

2° l'exposition du bien à la lumière,

3° les dispositifs de sécurité destinés à prévenir les dégâts ou le vol,

4° les conditions de stockage du bien dans les réserves ;

5° le conditionnement du bien ;

6° les modalités d'exposition du bien au public ;

7° les modalités de déplacement du bien ;

8° les modalités d'utilisation du bien.

L'arrêté de classement peut prescrire des conditions particulières de conservation.

§ 2. Les agents de l'administration peuvent venir constater sur place l'état du bien et ses conditions de conservation. Ils peuvent être accompagnés de membres de la Commission ou d'experts indépendants.

Sauf lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, ils ne doivent pas recueillir l'accord du détenteur à condition d'avoir prévenu celui-ci, et le cas échéant le propriétaire du trésor, au moins quarante-huit heures à l'avance.

En cas de refus d'accès dans un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, ils ne peuvent pénétrer que moyennant la délivrance d'une autorisation de visite domiciliaire par un juge d'instruction.

Ils peuvent requérir l'assistance de la police.

§ 3. En cas de non-respect des recommandations de l'administration, le Ministre peut imposer des mesures de conservation particulière.

La décision prend effet à compter de sa notification au détenteur ou propriétaire présumé du bien.

§ 4. Si un trésor est détruit ou endommagé, son propriétaire ou détenteur est tenu d'en informer immédiatement l'administration.

§ 5. Les propriétaires ou détenteurs d'un trésor sont tenus d'établir un plan d'évacuation d'urgence dudit trésor et de le transmettre à l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. Les trésors ne peuvent être déplacés, transformés ou détruits, ni faire l'objet d'une restauration ou d'un traitement de conservation, sans l'autorisation préalable du Ministre ou de son délégué.

Ne sont pas considérés comme des actes soumis à autorisation préalable :

1° les déplacements intra-muros réalisés au sein :

a) du Musée de la Communauté française ;

b) d'un établissement scientifique fédéral ;

c) d'un musée ou d'un centre d'archives reconnu par la Communauté française ;

2° les opérations d'entretien et de maintenance réalisées suivant un protocole préalablement approuvé par le Ministre ou son délégué, définissant notamment les interventions pouvant être effectuées par du personnel ne disposant pas des qualifications visées au § 2 et les limites de ces interventions ;

3° les déplacements et les traitements de conservation réalisés suivant le plan d'urgence visé à l'article 7, § 5, pour préserver le bien d'un péril imminent.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, 1°, le détenteur ou le propriétaire en informe l'administration au moins quinze jours à l'avance.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, 3°, le détenteur ou le propriétaire en informe l'administration dans les plus brefs délais.

Les informations reçues concernant les déplacements et éventuels traitements réalisés sont transmises par l'administration à la Commission lors de la prochaine session dédiée à la protection du patrimoine mobilier.

§ 2. Les traitements de conservation et les restaurations visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne peuvent être autorisés, après avis de la Commission, qu'à condition d'être réalisés par une personne disposant des qualifications suivantes :

1° détenir un diplôme de second cycle de l'enseignement supérieur, délivré par une université ou école supérieure européenne, dont la discipline principale a trait à la pratique de la conservation-restauration dans la spécialité correspondante au bien concerné, et justifier d'une expérience de minimum 5 années dans le traitement de biens similaires ;

2° ou justifier d'une formation sérieuse dans la spécialité correspondante au bien concerné et d'une expérience pertinente de minimum 12 années dans le traitement de biens similaires.

Par dérogation, le Ministre ou son délégué peut, après avis de la Commission, autoriser la réalisation de traitements de conservation ou de restaurations par une personne ne disposant pas des qualifications visées à l'alinéa 1^{er} si elle fait partie d'une équipe encadrée par une personne disposant desdites qualifications.

§ 3. Les demandes sont introduites auprès de l'administration au moyen du formulaire fourni par cette dernière, au moins trois mois à l'avance.

Elles sont signées par le propriétaire ou le détenteur du bien, ou par un mandataire habilité à le représenter.

§ 4. Les demandes recevables sont inscrites par l'administration à l'ordre du jour de la prochaine session de la Commission dédiée à la protection du patrimoine culturel mobilier.

Sauf urgence motivée, les demandes sont traitées par la Commission dans l'ordre de leur arrivée.

Les demandes qui n'ont pas pu être traitées par la Commission sont automatiquement reportées à l'ordre du jour de la séance suivante.

§ 5. La décision statuant sur la demande est notifiée au demandeur.

Elle précise les conditions auxquelles l'autorisation est conditionnée, conformément à l'article 5, alinéa 2, du décret.

§ 6. Les trésors utilisés dans le cadre d'une pratique répétée peuvent faire l'objet d'une autorisation de déplacement à plusieurs reprises pour une période de trois ans maximum.

Dans cette hypothèse, la demande est accompagnée d'une étude des risques et d'un protocole visant à assurer autant que possible la préservation du trésor durant la pratique précitée.

Art. 9. § 1^{er}. Lorsqu'un déplacement extra-muros d'un trésor est autorisé, un constat d'état est dressé par l'administration, ou la personne qu'elle délègue à cet effet, au plus tard le jour du déplacement.

Un second constat d'état est réalisé au retour du bien, qui ne peut être déballé qu'en présence de l'administration ou de la personne qu'elle délègue à cet effet.

En cas de déplacement pour restauration, le rapport de restauration vaut second constat d'état.

§ 2. S'il résulte de la comparaison des deux constats que le bien n'est pas restitué dans son pristin état ou que les interventions sur le bien n'ont pas été effectuées dans les règles de l'art, le Ministre peut, après avis de la Commission, imposer la réalisation des traitements de conservation ou de restauration qui s'imposent.

Le propriétaire et le détenteur sont solidairement responsables à l'égard de la Communauté française de la réalisation des traitements imposés.

Art. 10. § 1^{er}. Les agents de l'administration sont habilités à fournir aux propriétaires et détenteurs de biens d'intérêt patrimonial des recommandations en matière de conservation, portant notamment sur les éléments mentionnés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2.

§ 2. Toute modification apportée à la situation juridique, à la localisation ou à l'état de conservation d'un bien d'intérêt patrimonial, ainsi que son éventuelle disparition, doit être notifiée dès que possible à l'administration par le propriétaire ou le détenteur.

Lorsque la modification de l'état de conservation du bien résulte d'un traitement de conservation ou d'une restauration, le propriétaire ou le détenteur est tenu de joindre à sa notification un rapport d'intervention.

Les rapports d'intervention reçus par l'administration en application de l'alinéa 2 sont systématiquement transmis à la Commission lors de la prochaine session dédiée à la protection du patrimoine mobilier.

Art. 11. L'inventaire des biens culturels mobiliers possédés ou détenus par une personne morale chargée de la gestion du temporel d'un culte reconnu doit être transmis à l'administration, selon le modèle fourni par cette dernière :

1° dans l'année de la création de la personne morale concernée ou de la fusion de plusieurs personnes morales ;

2° ou dans les cinq années suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, si la création de la personne morale concernée est antérieure.

Toute modification de la liste visée à l'alinéa 1^{er} doit être notifiée à l'administration dans l'année.

CHAPITRE 4. — *Subventions*

Art. 12. § 1^{er}. Peuvent faire l'objet des subventions visées à l'article 17 du décret :

1° les traitements de conservation ou les restaurations réalisées par les personnes visées à l'article 8, § 2 ;

2° l'acquisition d'équipement, ou la réalisation d'analyses ou d'examen, contribuant à la conservation ou à la connaissance du bien.

§ 2. Les demandes sont introduites auprès de l'administration au moyen du formulaire fourni par cette dernière.

Elles sont signées par le propriétaire ou le détenteur du bien, ou par un mandataire habilité à le représenter.

§ 3. Les demandes de subventions recevables sont inscrites par l'administration à l'ordre du jour de la prochaine session de la Commission dédiée à l'analyse des demandes de subventions visées à l'article 17 du décret.

Par dérogation, les demandes urgentes peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une session antérieure sans attendre la session dédiée à l'analyse des demandes subventions.

§ 5. La décision statuant sur la demande est notifiée au demandeur.

Elle peut prévoir un subventionnement pluriannuel, pour une période de maximum trois ans.

§ 6. La subvention annuelle est liquidée en deux tranches :

1° une première tranche, représentant 85 pour cent de la subvention, est liquidée au titre d'avance après engagement budgétaire de la subvention ;

2° le solde est versé après réception, vérification et acceptation des justificatifs suivants :

a) les pièces justificatives des dépenses effectuées, accompagnées de la preuve de leur paiement ;

b) le cas échéant, un rapport d'intervention établi par la personne qui est intervenue sur le bien ou le résultat des analyses ou examens effectués.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la liquidation peut être effectuée en une tranche unique lorsque l'administration dispose de tous les justificatifs au moment où la décision d'octroi est prise.

§ 7. Le bénéficiaire est tenu de rembourser l'intégralité de la subvention à la Communauté française si le bien subventionné quitte définitivement la Communauté française dans un délai de trois ans après obtention de la subvention.

CHAPITRE 5. — *Circulation des biens culturels mobiliers*

Art. 13. § 1^{er}. Les certificats visés à l'article 20, § 1^{er}, 2°, du décret sont délivrés par le Ministre ou son délégué, après avis de la Commission.

§ 2. Les demandes sont introduites auprès de l'administration au moyen du formulaire fourni par cette dernière.

Elles sont signées par le propriétaire ou le détenteur du bien, ou par un mandataire habilité à le représenter.

L'administration peut solliciter auprès du demandeur une documentation fournissant tous renseignements utiles ou pièces justificatives concernant le bien, sa provenance et sa situation juridique.

§ 3. Le traitement de la demande est subordonné au paiement préalable, selon les modalités communiquées par l'administration, d'une redevance de 150 €.

Cette redevance est définitivement acquise à l'administration, quelle que soit l'issue de la procédure.

Toutefois, elle n'est due que si la demande est déclarée recevable.

La demande peut être déclarée irrecevable si l'administration constate:

1° que le bien n'est pas situé de manière licite et durable en Communauté française, ou si des doutes légitimes existent à cet égard ;

2° ou que le bien appartient au domaine public d'une personne morale de droit public.

§ 4. Les demandes recevables sont inscrites par l'administration à l'ordre du jour de la prochaine session de la Commission dédiée à la protection du patrimoine culturel mobilier.

Sauf urgence motivée, les demandes sont traitées par la Commission dans l'ordre de leur arrivée.

Les demandes qui n'ont pas pu être traitées par la Commission sont automatiquement reportées à l'ordre du jour de la séance suivante.

§ 5. La décision statuant sur la demande est notifiée au demandeur.

La délivrance du certificat est refusée si le bien fait l'objet d'un classement ou d'une inscription par la Communauté française ou si une procédure de classement a été entamée.

Si une procédure d'inscription a été entamée, il en est fait mention sur le certificat.

§ 6. Le certificat ne se prononce ni sur l'authenticité, ni sur la valeur financière, ni sur la propriété de l'œuvre.

Le certificat est valable dix ans à compter de son émission. Aucune procédure de classement ou d'inscription ne peut être entamée durant cette période.

Art. 14. § 1^{er}. Les autorisations d'exportation visées à l'article 20, § 1^{er}, 1°, du décret sont délivrées par le Ministre ou son délégué.

§ 2. La procédure se déroule selon les modalités définies par le règlement d'exécution (UE) n°1081/2012 de la Commission du 9 novembre 2012 portant dispositions d'application du règlement (CE) n°116/2009 du Conseil concernant l'exportation des biens culturels.

§ 3. S'il estime que le bien concerné présente un intérêt exceptionnel au sens de l'article 3 du décret, le Ministre ou son délégué entame d'initiative la procédure de classement.

La procédure de délivrance de l'autorisation d'exportation est suspendue jusqu'à la clôture de la procédure de classement.

§ 4. En cas d'exportation temporaire d'un bien d'intérêt patrimonial ou d'un bien appartenant au patrimoine religieux, la date de retour en Communauté française doit être communiquée à l'administration dans les trois jours ouvrables qui suivent l'arrivée du bien.

En cas d'exportation temporaire d'un trésor, la date de retour en Communauté française doit être communiquée à l'administration préalablement à l'arrivée du bien, de manière à lui permettre d'organiser le constat d'état visé à l'article 9.

CHAPITRE 6. — Droit de préemption

Art. 15. Le droit de préemption visé à l'article 18 du décret est exercé, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, par les titulaires des fonctions visées à l'annexe 1^{er} de l'arrêté de délégation, chacun jusqu'au seuil mentionné en regard de sa fonction pour les procédures négociées sans publicité.

Art. 16. En cas de vente publique visée à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret, le Ministre ou son délégué informe la maison de vente de l'intérêt de la Communauté française pour le bien :

1^o soit par envoi recommandé au plus tard 3 jours avant la vente ;

2^o soit par l'envoi d'un représentant sur place le jour de la vente, à condition que ce dernier se manifeste avant la clôture des enchères ;

3^o soit en se manifestant avant la clôture des enchères sur la plateforme de vente en ligne.

Art. 17. Lorsqu'un organisme visé à l'article 18, § 2, du décret souhaite que la Communauté française exerce un droit de préemption pour son compte lors d'une vente publique, il en fait la demande auprès de l'administration, au moyen du formulaire fourni par cette dernière, au moins dix jours avant la vente.

Le Ministre ou son délégué peut refuser la demande s'il estime que le bien n'est pas suffisamment exceptionnel ou remarquable pour justifier le recours à la préemption.

L'administration informe l'organisme de la suite réservée à sa demande au plus tard le jour de la vente publique.

Art. 18. Après réception de la notification visée à l'article 19, § 1^{er}, du décret, l'administration :

1^o sollicite l'avis de la Commission des Patrimoines culturels ou l'organe compétent du Musée de la Communauté française, si le droit de préemption est exercé pour le compte de la Communauté française ;

2^o transmet l'offre de vente à l'organisme demandeur, si le droit de préemption est exercé pour le compte de ce dernier.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, est transmis dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la saisine de la Commission. Passé ce délai, le Ministre ou son délégué peut statuer sans attendre l'avis de la Commission ou de l'organe compétent.

L'organisme visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, confirme à l'administration son accord sur les conditions de la vente dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la transmission de l'offre.

L'organisme demandeur garantit la Communauté française contre tout recours introduit par le vendeur, par la maison de vente ou par des tiers en raison de l'exercice d'un droit de préemption pour le compte dudit organisme.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 19. – Dans l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, le 11^o est remplacé par ce qui suit :

« 11^o les décisions de classement, d'inscription, de déclassement ou de radiation de biens culturels mobiliers, ainsi que la prise de sanctions et la délivrance des certificats et autorisations prévus par le décret du 17 mars 2022 portant protection du patrimoine culturel mobilier ; ».

Art. 20. – Dans l'article 86, § 1^{er}, de l'arrêté de délégation, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o informer la maison de vente de l'intérêt de la Communauté française pour un bien culturel mobilier mis en vente publique, en vue de l'exercice d'un droit de préemption ; ».

Dans le même paragraphe, le 4^o est complété par les mots « et les certificats de non-protection ».

Dans le même paragraphe, le 8^o est remplacé par ce qui suit :

« 8^o prendre la décision d'entamer une procédure de classement, d'inscription, de déclassement ou de radiation d'un bien culturel mobilier ; ».

Dans le même paragraphe, le 9^o est remplacé par ce qui suit :

« 9^o autoriser les déplacements, les traitements de conservation et la restauration d'un trésor, et approuver les protocoles d'entretien et de maintenance ; ».

Art. 21. L'arrêté ministériel du 17 novembre 2014 accordant délégation à l'Administrateur général de la Culture pour délivrer les autorisations d'exportation de biens culturels hors du territoire douanier de l'Union européenne est abrogé.

Art. 22. Le Ministre qui a le patrimoine culturel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Bruxelles, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/30240]

15 DECEMBER 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de uitvoering van het decreet van 17 maart 2022 betreffende de bescherming van het roerend cultureel erfgoed

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 17 maart 2022 betreffende de bescherming van het roerend cultureel erfgoed, de artikelen 6, eerste lid, 13, 17, § 1 en 5, 20 en 26;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 november 2014 tot verlening van delegatie aan de Administrateur-generaal van Cultuur om uitvoervergunningen voor cultuurgoederen te verlenen buiten het douanegebied van de Europese Unie;

Gelet op de gendertest uitgevoerd op 23 mei 2022 met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 juni 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 1 juli 2022;

Gelet op het advies van de Kamer van overleg van het cultureel erfgoed, gegeven op 25 augustus 2022;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 72.407/4, gegeven op 28 november 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Gegevensbeschermingsautoriteit in haar advies nr. 183/2022 van 9 september 2022 heeft geoordeeld dat artikel 22 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 8 van het EVRM en artikel 6.3 van de algemene verordening gegevensbescherming (AVG), vereist niet dat voor elke gegevensverwerking een specifieke norm voor alle betrokkenen geldt; bij gebreke van een specifiek risico voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen kan de voorzienbaarheid van een verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk is voor de vervulling van een opdracht van algemeen belang worden gewaarborgd door de norm die deze opdracht aan de verantwoordelijke voor de verwerking en de AVG toewijst;

Overwegende dat de norm die de opdracht van algemeen belang die het voorwerp uitmaakt van dit besluit, het decreet van 17 maart 2022, aan de Gegevensbeschermingsautoriteit is voorgelegd; dat deze in haar advies nr. 222/2021, uitgebracht op 3 december 2021, heeft overwogen:

- dat het decreet de verschillende procedures voldoende duidelijk en nauwkeurig bepaalt, zodat de betrokkenen bij lezing van de bepalingen kunnen zien welke gegevensverwerkingen in het kader van deze procedures moeten worden uitgevoerd;

- dat de voor de uitvoering van het decreet noodzakelijke gegevensverwerking slechts in zeer beperkte mate inbreuk maakt op de rechten en vrijheden van de betrokkenen;

- dat de doeleinden van de inventaris, alsmede de categorieën van gegevens die erin zijn opgenomen, in het decreet moesten worden gespecificeerd - wat is gebeurd;

Overwegende dat aangezien dit besluit geen aanvullend normatief kader voor gegevensverwerking bevat, en daartoe ook niet verplicht was; dat derhalve geen aanvullend advies van de gegevensbeschermingsautoriteit noodzakelijk was;

Overwegende dat dit besluit het aan de administratie overlaat om formuleren op te stellen en praktische procedures voor de indiening van verzoeken vast te stellen; dat het niet gaat om wettelijk bekrachtigde normatieve bepalingen, maar om praktische uitvoeringsprocedures die bedoeld zijn om verzoekers te helpen en de behandeling van verzoeken te vergemakkelijken; dat het regelgevende karakter van deze delegaties derhalve niet vaststaat;

Op de voordracht van de minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 17 maart 2022 betreffende de bescherming van het roerend cultureel erfgoed;

2° delegatiebesluit : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende delegatie van bevoegdheden en handtekeningen aan algemene ambtenaren en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° minister: het lid van de regering dat verantwoordelijk is voor het cultureel erfgoed;

4° Administratie: de Directie Cultureel Erfgoed van de Algemene Administratie van Cultuur;

5° indeling: de beschermingsmaatregel bedoeld in artikel 3 van het decreet;

6° inschrijving: de beschermingsmaatregel bedoeld in artikel 9 van het decreet;

7° wegneming van de indeling: de beslissing om de indeling te beëindigen;

8° schrapping van de inschrijving: de beslissing tot beëindiging van de inschrijving;

9° intra-muros verplaatsing: elke verplaatsing van een goed binnen het gebouw waarin het zich bevindt;

10° extramurale beweging: elke verplaatsing van een voorwerp buiten het gebouw waarin het zich bevindt;

11° onderhoud en instandhouding: alle regelmatige preventieve instandhoudingswerkzaamheden, met inbegrip van de daarvoor noodzakelijke handelingen.

De in artikel 27 van het decreet bedoelde ambtenaren zijn die van de Directie Cultureel Erfgoed.

HOOFDSTUK 2. — *Indelings- en lijstprocedures*

Art. 2. § 1. De beslissing tot inleiding van een indelings- of inschrijvingsprocedure wordt genomen door de minister of zijn afgevaardigde:

- 1° op eigen initiatief of op voorstel van de administratie;
- 2° op verzoek van een in § 2 bedoelde persoon.

§ 2. Aanvragen om indeling of inschrijving worden bij de administratie ingediend met behulp van het door haar verstrekte formulier.

De aanvraag kan worden ingediend:

- 1° door een lid van de Commissie;
- 2° door de eigenaar van het goed;
- 3° door het college van de gemeente op het grondgebied waarvan het goed is gelegen;
- 4° door ten minste vijfhonderd meerderjarige ondertekenaars woonachtig in het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 3. Ontvankelijke verzoeken om indeling worden onderworpen aan het voorafgaande advies van de Commissie, behalve in dringende gevallen die onverenigbaar zijn met de termijnen voor voorlegging aan de Commissie.

Na verificatie van hun ontvankelijkheid worden zij door de administratie op de agenda geplaatst van de volgende zitting van de Commissie die gewijd is aan de bescherming van het roerend cultureel erfgoed.

Behalve in geval van met redenen omklede spoed worden de aanvragen door de Commissie behandeld in de volgorde van ontvangst.

Verzoeken die niet door de Commissie konden worden behandeld, worden automatisch overgedragen naar de agenda van de volgende vergadering.

§ 4. Voorstellen van de administratie om de indelingsprocedure in te leiden, kunnen vooraf voor advies aan de Commissie worden voorgelegd.

§ 5. Verzoeken en voorstellen tot inleiding van de inschrijvingsprocedure worden rechtstreeks door de administratie behandeld of geformuleerd, zonder voorafgaand advies van de Commissie.

§ 6. De beslissing tot inleiding van de procedure wordt door de administratie meegedeeld:

- 1° aan de aanvrager;
- 2° indien ze positief is, aan de houder en de vermoedelijke eigenaar van het goed indien deze laatste niet de verzoeker is.

Indien de administratie niet weet wie de eigenaar is, vermeldt zij dit in haar kennisgeving aan de houder, die verplicht is de identiteit van de eigenaar onverwijld mee te delen indien hij deze kent.

Wanneer de beslissing besluit tot inleiding van de procedure op eigen initiatief wordt genomen, wordt het tegelijk met de kennisgeving ter informatie aan de Commissie toegezonden.

Art. 3. De houder en de eigenaar van het goed beschikken over een termijn van zestig dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing tot inleiding van de procedure om hun opmerkingen te laten gelden.

Wanneer de datum van ontvangst van de kennisgeving kan worden bewezen, is de eerste dag van de termijn de dag volgende op de dag van ontvangst.

Anders wordt de eerste dag van de termijn geacht de derde werkdag na de verzending van de kennisgeving te zijn.

Als bewijs van verzending en ontvangst geldt de datum van het postkantoor, alsmede elk elektronisch proces waarmee een bepaalde datum kan worden opgegeven. Voor de toepassing van dit artikel wordt een weigering van ontvangst gelijkgesteld met ontvangst.

Art. 4. Na ontvangst van de opmerkingen of na het verstrijken van de in artikel 3 bedoelde termijn wordt het volledige dossier door de administratie om advies aan de Commissie toegezonden.

Het advies wordt door de administratie binnen vier maanden na de verwijzing door de Commissie aan de minister toegezonden. Na deze termijn kan de minister beslissen zonder het advies van de Commissie af te wachten, overeenkomstig artikel 63, § 2, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbestuur.

Art. 5. § 1. De beslissing over de indeling of inschrijving wordt door de minister genomen binnen zes maanden na het verstrijken van de in REF_Ref100659782 \r \h * MERGEFORMAT artikel 3 termijn.

Anders wordt de indeling of inschrijving geacht, geweigerd te worden.

§ 2. De beslissing tot indeling of inschrijving wordt door de administratie meegedeeld:

- 1° aan de aanvrager;
- 2° aan de houder en de vermoedelijke eigenaar van het goed indien deze laatste niet de aanvrager is.

Art. 6. § 1. De minister neemt de indeling op eigen initiatief of op verzoek van de in artikel 2, § 2, bedoelde personen een schat in de volgende gevallen weg:

- 1° indien na de indelingsbeslissing wordt vastgesteld dat de aanwezigheid van het goed in de Franse Gemeenschap niet wettig en duurzaam was;
- 2° indien het goed wordt vernietigd of indien, na advies van de Commissie, blijkt dat het goed het uitzonderlijke belang dat de indeling rechtvaardigde, heeft verloren.

In het geval, bedoeld in het eerste lid, onder 2°, kan de minister besluiten:

- 1° ofwel het goed te declasseren en het inschrijven op de lijst van goederen van belang voor het erfgoed, indien het voldoet aan de voorwaarden van artikel 9 van het decreet;
- 2° of overgaan tot volledige wegneming van de indeling indien het goed is vernietigd of niet langer van belang is.

§ 2. De minister schrappt, op eigen initiatief of op verzoek van de in artikel 2, § 2, bedoelde personen, van de lijst, een roerend goed dat van belang is voor het erfgoed:

1° indien wordt vastgesteld dat het goed de Franse Gemeenschap definitief heeft verlaten;

2° indien het goed wordt vernietigd of indien, na advies van de Commissie, blijkt dat het goed het uitstekende belang dat de inschrijving ervan rechtvaardigde, heeft verloren.

§ 3. De beslissing tot inleiding van de procedure wordt door de administratie meegedeeld:

1° aan de aanvrager;

2° indien het positief is, aan de houder en de vermoedelijke eigenaar van het goed indien deze laatste niet de verzoeker is.

De houder en de eigenaar van het goed beschikken over een termijn van zestig dagen vanaf de in lid 1 bedoelde kennisgeving om hun opmerkingen te laten gelden.

§ 4. Na ontvangst van de opmerkingen of na het verstrijken van de in § 3 bedoelde termijn wordt het volledige dossier door de administratie om advies aan de Commissie toegezonden.

Het advies wordt door de administratie binnen vier maanden na he ahangig maken bij de Commissie aan de minister toegezonden. Na deze termijn kan de minister beslissen zonder het advies van de Commissie af te wachten, overeenkomstig artikel 63, § 2, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbestuur.

§ 5. De beslissing tot wegneming van de indeling of schrapping wordt door de administratie meegedeeld:

1° aan de aanvrager;

2° aan de houder en de vermoedelijke eigenaar van het goed indien deze laatste niet de aanvrager is.

HOOFDSTUK 3. — *Beschermingsmaatregelen*

Art. 7. § 1. De schatten moeten in goede staat worden gehouden en zodanig worden bewaard dat hun veiligheid en integriteit gewaarborgd zijn.

Daartoe worden ambtenaren gemachtigd aanbevelingen te doen aan eigenaars en houders van schatten, inzonderheid over:

1° temperatuur en vochtigheid,

2° de blootstelling van het goed aan licht,

3° beveiligingen om schade of diefstal te voorkomen,

4° de voorwaarden voor de opslag van het goed in de reserves;

5° de verpakking van het goed;

6° de wijze waarop het goed aan het publiek zal worden tentoongesteld,

7° de nadere regels voor de verplaatsing van het goed,

8° de gebruiksvoorwaarden van het goed.

Het indelingsbesluit kan bijzondere voorwaarden voor de instandhouding voorschrijven.

§ 2. De ambtenaren van de administratie kunnen ter plaatse de staat van het goed en de staat van bewaring komen inspecteren. Zij kunnen worden vergezeld door leden van de Commissie of door onafhankelijke deskundigen.

Behalve in het geval van een domicilie in de zin van artikel 15 van de Grondwet behoeven zij geen toestemming van de houder, mits zij de houder en, in voorkomend geval, de eigenaar van de schat ten minste achtenveertig uur van tevoren in kennis hebben gesteld.

In geval van weigering van toegang tot een woning in de zin van artikel 15 van de Grondwet mogen zij de woning slechts betreden nadat een onderzoeksrechter toestemming voor een huisbezoek heeft gegeven.

Zij kunnen de politie om assistentie vragen.

§ 3. Bij niet-naleving van de aanbevelingen van de administratie kan de minister bijzondere instandhoudingsmaatregelen opleggen.

De beslissing wordt van kracht vanaf de datum van kennisgeving ervan aan de houder of de vermoedelijke eigenaar van het roerend goed.

§ 4. Indien een schat wordt vernietigd of beschadigd, is de eigenaar of houder verplicht de administratie daarvan onmiddellijk in kennis te stellen.

§ 5. De eigenaars of houders van een schat zijn verplicht een noodevacuatieplan voor de schat op te stellen en dit aan de administratie toe te zenden.

Art. 8. § 1. Zonder voorafgaande toestemming van de minister of zijn afgevaardigde mogen schatten niet worden verplaatst, omgevormd of vernietigd, noch worden gerestaureerd of geconserveerd.

De volgende handelingen worden niet beschouwd als handelingen waarvoor voorafgaande toestemming vereist is:

1° Intramurale reizen binnen:

a) het Museum van de Franse Gemeenschap;

b) een federale wetenschappelijke instelling;

c) een door de Franse Gemeenschap erkend museum of archiefcentrum;

2° onderhoudswerkzaamheden die worden uitgevoerd volgens een vooraf door de minister of zijn afgevaardigde goedgekeurd protocol, waarin inzonderheid de interventies worden omschreven die mogen worden uitgevoerd door personeel dat niet over de in § 2 bedoelde kwalificaties beschikt, alsmede de beperkingen van deze interventies;

3° verplaatsingen en conserveringsbehandelingen die worden uitgevoerd volgens het noodplan bedoeld in artikel 7, § 5, om het goed voor dreigend gevaar te behoeden.

In het in lid 2, 1°, bedoelde geval stelt de houder of eigenaar de administratie daarvan ten minste vijftien dagen tevoren in kennis.

In het in lid 2, 3°, bedoelde geval brengt de houder of eigenaar de administratie zo spoedig mogelijk op de hoogte.

De ontvangen informatie over de verplaatsingen en de eventueel uitgevoerde behandelingen wordt door de administratie aan de Commissie toegezonden tijdens de volgende zitting die gewijd is aan de bescherming van het roerend erfgoed.

§ 2. De in § 1, lid 1, bedoelde conserverings- en restauratiebehandelingen kunnen, na advies van de Commissie, slechts worden toegestaan indien zij worden uitgevoerd door een persoon met de volgende kwalificaties:

1° houder zijn van een diploma van de tweede cyclus van het hoger onderwijs, afgegeven door een Europese universiteit of hogeschool, waarvan het hoofdvak betrekking heeft op de praktijk van de conservatie-restauratie in de specialiteit die overeenstemt met het betrokken roerend goed, en ten minste 5 jaar ervaring hebben met de behandeling van soortgelijke goederen;

2° of het bewijs leveren van een ernstige opleiding in de specialiteit die overeenstemt met het betrokken roerend goed en een relevante ervaring van minstens 12 jaar in de behandeling van gelijkaardig roerend goed.

Bij wijze van afwijking kan de minister of zijn afgevaardigde, na advies van de Commissie, toestemming geven voor het uitvoeren van conserverings- of restauratiebehandelingen door een persoon die niet over de in lid 1 bedoelde kwalificaties beschikt indien hij deel uitmaakt van een team dat onder toezicht staat van een persoon die wel over deze kwalificaties beschikt.

§ 3. De aanvragen worden ten minste drie maanden tevoren bij de administratie ingediend op het door haar verstrekte formulier.

Zij worden ondertekend door de eigenaar of houder van het roerend goed, of door een gevolmachtigde die gemachtigd is hem te vertegenwoordigen.

§ 4. De ontvankelijke aanvragen worden door de administratie op de agenda geplaatst van de volgende zitting van de Commissie voor de bescherming van het roerend cultureel erfgoed.

Behoudens in geval van met redenen omklede hoogdringendheid worden de aanvragen door de Commissie behandeld in de volgorde van ontvangst.

Verzoeken die niet door de Commissie konden worden behandeld, worden automatisch overgedragen naar de agenda van de volgende vergadering.

§ 5. De beslissing op de aanvraag wordt ter kennis van de aanvrager gebracht.

Zij vermeldt de voorwaarden waaraan de vergunning is onderworpen, overeenkomstig artikel 5, lid 2, van het decreet.

§ 6. Schatten die bij herhaling worden gebruikt, kunnen voor een vergunningsperiode van ten hoogste drie jaar worden toegelaten.

In dat geval gaat de aanvraag vergezeld van een risicobeoordeling en een protocol om het behoud van de schat tijdens de praktijk zoveel mogelijk te waarborgen.

Art. 9. § 1. Wanneer een extramurale verplaatsing van een schat wordt toegestaan, wordt uiterlijk op de dag van de verhuizing door de administratie, of door de persoon die zij daartoe delegeert, een verklaring opgesteld.

Een tweede conditierapport wordt opgesteld bij teruggave van de goederen, die alleen mogen worden uitgepakt in aanwezigheid van de administratie of de persoon die zij daartoe delegeert.

In geval van verwijdering voor restauratie is het restauratieverslag gelijk aan een tweede conditierapport.

§ 2. Indien uit een vergelijking van beide vaststellingen blijkt dat het goed niet in zijn oorspronkelijke staat is hersteld of dat de ingrepen aan het goed niet volgens de regels van de kunst zijn uitgevoerd, kan de minister, na advies van de Commissie, de uitvoering van de noodzakelijke conservatie- of restauratiebehandelingen opleggen.

De eigenaar en de houder zijn jegens de Franse Gemeenschap hoofdelijk aansprakelijk voor de uitvoering van de vereiste behandelingen.

Art. 10. § 1. De ambtenaren van de administratie zijn gemachtigd om eigenaars en houders van roerend goed van belang aanbevelingen te doen voor de instandhouding, met name wat betreft de elementen vermeld in artikel 7, § 1^{er}, lid 2.

§ 1. Elke wijziging van de juridische status, de locatie of de staat van instandhouding van een voorwerp van belang voor het erfgoed, alsook de eventuele verdwijning ervan, moet door de eigenaar of houder zo spoedig mogelijk aan de administratie worden gemeld.

Wanneer de wijziging in de staat van instandhouding van het goed het resultaat is van een behandeling of restauratie, dient de eigenaar of houder bij de kennisgeving een verslag van de ingreep in.

De overeenkomstig lid 2 door de administratie ontvangen interventieverslagen worden systematisch aan de Commissie toegezonden tijdens de volgende zitting die gewijd is aan de bescherming van het roerend erfgoed.

Art. 11. De inventaris van de roerende cultuuroederen waarvan een rechtspersoon die belast is met het beheer van de tijdelijke goederen van een erkende cultus eigenaar of houder is, moet aan de administratie worden overhandigd volgens het door haar verstrekte model:

1° in het jaar van de oprichting van de betrokken rechtspersoon of van de fusie van verschillende rechtspersonen;

2° of binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit, indien de betrokken rechtspersoon eerder is opgericht.

Wijzigingen in de in lid 1 bedoelde lijst moeten binnen een jaar aan de administratie worden meegedeeld.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidies*

Art. 12. § 1. De subsidies bedoeld in artikel 17 van het decreet kunnen worden verleend:

1° instandhoudingsbehandelingen of restauraties uitgevoerd door de personen bedoeld in artikel 8, § 2 ;

2° de aankoop van materiaal, of het uitvoeren van analyses of onderzoeken, die bijdragen tot het behoud of de kennis van het goed.

§ 2. De aanvragen worden bij de administratie ingediend met behulp van het door haar verstrekte formulier.

Zij worden ondertekend door de eigenaar of houder van het roerend goed, of door een gevolmachtigde die bevoegd is hem te vertegenwoordigen.

§ 3. De ontvankelijke subsidieaanvragen worden door de administratie op de agenda geplaatst van de eerstvolgende zitting van de Commissie voor de analyse van de subsidieaanvragen bedoeld in artikel 17 van het decreet.

Bij wijze van uitzondering kunnen dringende aanvragen op de agenda van een vorige zitting worden geplaatst zonder de zitting voor de analyse van de subsidieaanvragen af te wachten.

§ 5. De beslissing over de aanvraag wordt ter kennis van de aanvrager gebracht.

Zij kan voorzien in meerjarige financiering, voor een periode van ten hoogste drie jaar.

§ 6. De jaarlijkse subsidie wordt in twee schijven betaald:

1° een eerste schijf, die 85% van de subsidie vertegenwoordigt, wordt als voorschot betaald nadat de subsidie in de begroting is vastgelegd;

2° het saldo wordt betaald na ontvangst, verificatie en aanvaarding van de volgende bewijsstukken:

(a) de bewijsstukken van de gedane uitgaven en de betalingsbewijzen;

(b) in voorkomend geval, een verslag over de werkzaamheden die zijn uitgevoerd door degene die de werkzaamheden aan het goed heeft verricht of de resultaten van de verrichte analyses of proeven.

In afwijking van lid 1 kan de betaling in één keer geschieden indien de overheid over alle bewijsstukken beschikt op het tijdstip waarop de beslissing tot toekenning van de steun wordt genomen.

§ 7. De begunstigde is verplicht de volledige subsidie aan de Franse Gemeenschap terug te betalen indien het gesubsidieerde goed de Franse Gemeenschap definitief verlaat binnen drie jaar na de toekenning van de subsidie.

HOOFDSTUK 5. — *Circulatie van roerende cultuurgoederen*

Art. 13. § 1. De getuigschriften bedoeld in artikel 20, § 1, 2°, van het decreet worden afgegeven door de minister of zijn afgevaardigde, na advies van de Commissie.

§ 2. De aanvragen worden bij de administratie ingediend met behulp van het door haar verstrekte formulier.

Zij worden ondertekend door de eigenaar of houder van het roerend goed, of door een gevolmachtigde die bevoegd is hem te vertegenwoordigen.

De administratie kan van de aanvrager documentatie verlangen met alle nuttige informatie of bewijsstukken over het roerend goed, zijn oorsprong en zijn rechtspositie.

§ 3. De behandeling van de aanvraag is onderworpen aan de voorafgaande betaling van een vergoeding van 150 €, overeenkomstig de door de administratie meegeedeelde voorwaarden.

Deze vergoeding wordt definitief verworven door de administratie, ongeacht het resultaat van de procedure.

Het is echter alleen verschuldigd als de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard.

De aanvraag kan niet-ontvankelijk worden verklaard indien de administratie vaststelt dat:

1° dat het goed niet wettig en duurzaam in de Franse Gemeenschap is gelegen, of indien daarover gegronde twijfel bestaat;

2° of dat het goed tot het publieke domein van een publiekrechtelijke rechtspersoon behoort.

§ 4. De ontvankelijke aanvragen worden door de administratie op de agenda geplaatst van de volgende zitting van de Commissie voor de bescherming van het roerend cultureel erfgoed.

Behalve in geval van met redenen omklede hoogdringendheid worden de aanvragen door de Commissie behandeld in de volgorde van ontvangst.

Verzoeken die niet door de Commissie konden worden behandeld, worden automatisch overgedragen naar de agenda van de volgende vergadering.

§ 5. De beslissing op de aanvraag wordt ter kennis van de aanvrager gebracht.

De afgifte van het getuigschrift wordt geweigerd indien het goed het voorwerp uitmaakt van een indeling of inschrijving door de Franse Gemeenschap of indien een indelingsprocedure is ingeleid.

Indien een inschrijvingsprocedure is gestart, wordt dit op het getuigschrift vermeld.

§ 6. Het getuigschrift doet geen uitspraak over de authenticiteit, de financiële waarde of de eigendom van het werk.

Het getuigschrift is tien jaar geldig vanaf de datum van afgifte. Gedurende deze periode kan geen enkele indelings- of inschrijvingsprocedure worden ingeleid.

Art. 14. § 1. De uitvoervergunningen bedoeld in artikel 20, § 1, 1°, van het decreet worden afgegeven door de minister of zijn afgevaardigde.

§ 2. De procedure wordt uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 1081/2012 van de Commissie van 9 november 2012 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 116/2009 van de Raad betreffende de uitvoer van cultuurgoederen.

§ 3. Indien de minister of zijn afgevaardigde van oordeel is dat het betrokken goed van uitzonderlijk belang is in de zin van artikel 3 van het decreet, leidt hij ambtshalve de indelingsprocedure in.

De procedure voor de afgifte van de uitvoervergunning wordt opgeschort totdat de indelingsprocedure is voltooid.

§ 4. In geval van tijdelijke uitvoer van een voorwerp van belang voor het erfgoed of een voorwerp dat tot het religieus erfgoed behoort, moet de datum van terugkeer naar de Franse Gemeenschap aan de administratie worden meegedeeld binnen drie werkdagen na de aankomst van het voorwerp.

In geval van tijdelijke uitvoer van een schat moet de datum van terugkeer naar de Franse Gemeenschap vóór de aankomst van het voorwerp aan de administratie worden meegedeeld, zodat deze het in artikel 9 bedoelde toestandrapport kan opstellen.

HOOFDSTUK 6. — *Recht van voorkoop*

Art. 15. Het in artikel 18 van het decreet bedoelde recht van voorkoop wordt, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, uitgeoefend door de houders van de in bijlage 1 van het delegatiebesluit bedoelde ambten, elk tot de voor zijn ambt vermelde drempel voor procedures van gunning via onderhandelingen zonder bekendmaking.

Art. 16. Bij een openbare verkoop als bedoeld in artikel 18, § 1, lid 1, 2°, van het decreet stelt de minister of zijn afgevaardigde het veilinghuis in kennis van het belang van de Franse Gemeenschap in het goed:

1° hetzij per aangetekend schrijven uiterlijk 3 dagen vóór de verkoop;

2° of door een vertegenwoordiger ter plaatse te sturen op de dag van de verkoop, op voorwaarde dat deze verschijnt vóór de sluiting van de veiling;

3° of door zich voor het einde van de veiling op het online verkoopplatform kenbaar te maken.

Art. 17. Wanneer een in artikel 18, § 2, van het decreet bedoelde instelling wenst dat de Franse Gemeenschap voor haar rekening een recht van voorkoop uitoefent bij een openbare verkoop, richt zij daartoe ten minste tien dagen vóór de verkoop een verzoek aan de administratie door middel van het door haar verstrekte formulier.

De minister of zijn gedelegeerde kan het verzoek weigeren indien hij van oordeel is dat het roerend goed niet voldoende uitzonderlijk of opmerkelijk is om het gebruik van voorkoop te rechtvaardigen.

De administratie stelt de instantie uiterlijk op de dag van de openbare verkoop in kennis van het resultaat van haar verzoek.

Art. 18. Na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in artikel 19, § 1 van het decreet, zal de administratie :

1° het advies inwinnen van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed of van de bevoegde instantie van het Museum van de Franse Gemeenschap, indien het recht van voorkoop wordt uitgeoefend voor rekening van de Franse Gemeenschap;

2° het verkoopaanbod doorgeven aan de verzoekende instelling, indien het recht van voorkoop wordt uitgeoefend voor rekening van deze laatste.

Het in lid 1 bedoelde advies wordt binnen vijfenveertig dagen na de datum van indiening bij de Commissie ingediend. Na deze termijn kan de minister of zijn afgevaardigde een besluit nemen zonder het advies van de Commissie of de bevoegde instantie af te wachten.

De instelling, bedoeld in het eerste lid, 2°, bevestigt aan de administratie zijn instemming met de voorwaarden van de verkoop binnen vijfenveertig dagen na de toezending van het aanbod.

De aanvragende instelling garandeert de Franse Gemeenschap tegen elk verhaal van de verkoper, het veilinghuis of derden als gevolg van de uitoefening van een recht van voorkoop voor rekening van genoemde instelling.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 19. In artikel 13, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering, wordt punt 11° vervangen door hetgeen volgt:

“11° beslissingen tot indeling, inschrijving, wegneming van de indeling of schrapping van roerende cultuurgoederen, alsmede het opleggen van sancties en de afgifte van getuigschriften en vergunningen bedoeld in het decreet van 17 maart 2022 betreffende de bescherming van het roerend cultureel erfgoed;”.

Art. 20. In artikel 86, § 1, van het delegatiebesluit wordt punt 2° vervangen door wat volgt:

“2° het veilinghuis informeren over het belang van de Franse Gemeenschap in een roerend cultuurgoed dat openbaar wordt verkocht, met het oog op de uitoefening van een recht van voorkoop;”.

In dezelfde paragraaf worden aan 4° de woorden “en getuigschriften van niet-bescherming” toegevoegd.

In dezelfde paragraaf wordt punt 8° vervangen door de volgende tekst:

“8° het besluit te nemen om een procedure in te leiden voor de indeling, inschrijving op een lijst, wegneming van de indeling of schrapping van een roerend cultuurgoed;”.

In dezelfde paragraaf wordt punt 9° vervangen door de volgende tekst:

“9) toestemming te verlenen voor de verplaatsing, de behandeling en de restauratie van een schat, en de onderhouds- en instandhoudingsprotocollen goed te keuren;”.

Art. 21. Het ministerieel besluit van 17 november 2014 houdende delegatie aan de algemene administrateur van Cultuur om vergunningen te verlenen voor de uitvoer van cultuurgoederen buiten het douanegebied van de Europese Unie wordt opgeheven.

Art. 22. De minister bevoegd voor het culturele erfgoed is verantwoordelijk voor de uitvoering van dit besluit.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2023.

Brussel, 15 december 2022.

Voor de regering:

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD